

Commissie voor Economie,
Consumentenbescherming en
Digitalisering

van

WOENSDAG 5 NOVEMBER 2025

Namiddag

Commission de l'Économie, de la
Protection des consommateurs et de
la Digitalisation

du

MERCREDI 5 NOVEMBRE 2025

Après-midi

De openbare commissievergadering wordt geopend om 13.47 uur en voorgezeten door de heer Reccino Van Lommel.

La réunion publique de commission est ouverte à 13 h 47 et présidée par M. Reccino Van Lommel.

De teksten die cursief zijn opgenomen in het Integraal Verslag werden niet uitgesproken en steunen uitsluitend op de tekst die de spreker heeft ingediend.

Les textes figurant en italique dans le Compte rendu intégral n'ont pas été prononcés et sont la reproduction exacte des textes déposés par les auteurs.

01 Questions jointes de

- Sophie Thémont à Eléonore Simonet (Classes moyennes, Indépendants et PME) sur "La réforme des heures d'ouverture et du jour de repos hebdomadaire obligatoire dans le commerce" (56009455C)

- Annik Van den Bosch à Eléonore Simonet (Classes moyennes, Indépendants et PME) sur "La suppression du repos du dimanche et l'extension des heures d'ouverture" (56009774C)

01 Samengevoegde vragen van

- Sophie Thémont aan Eléonore Simonet (Middenstand, Zelfstandigen en Kmo's) over "De hervorming van de openingsuren en de verplichte wekelijkse sluitingsdag in de retail" (56009455C)

- Annik Van den Bosch aan Eléonore Simonet (Middenstand, Zelfstandigen en Kmo's) over "De afschaffing van de zondagsrust en de uitbreiding van de openingsuren" (56009774C)

01.01 **Sophie Thémont (PS):** Madame la ministre, l'avant-projet de loi que vous avez approuvé en juillet 2025 et qui s'inscrit dans le cadre de l'accord de gouvernement prévoit deux mesures majeures: l'extension des heures d'ouverture des commerces jusqu'à 21 h et la suppression du jour de repos hebdomadaire obligatoire. Or, selon le récent avis du Conseil Central de l'Économie (CCE), cette réforme soulève de nombreuses inquiétudes. En effet, les membres représentant les organisations de consommateurs estiment que les données économiques fournies pour justifier l'élargissement des horaires sont insuffisantes. Les études disponibles, notamment celles de l'OCDE et de la Commission européenne, montrent que l'augmentation des heures d'ouverture n'entraînera pas une hausse réelle du chiffre d'affaires, les consommateurs se contentant de décaler leurs achats.

Ils soulignent également que la réforme prétend répondre à la concurrence des commerces dans les pays limitrophes alors que ces pays imposent eux-mêmes des limites, parfois plus strictes, tant pour les heures d'ouverture que pour le jour hebdomadaire de repos. Ces mêmes membres rappellent que la majorité des entrepreneurs indépendants ne perçoivent aucun avantage à ces mesures et risquent au contraire de subir une pression concurrentielle accrue face aux grandes enseignes capables d'ouvrir sept jours sur sept. Les coûts supplémentaires en personnel et en énergie ne seraient pas compensés par une augmentation du chiffre d'affaires tandis que le bien-être des travailleurs indépendants pourrait être directement affecté.

Par ailleurs, le CCE rappelle que le jour de repos hebdomadaire joue un rôle structurant pour l'ensemble de la société et que sa suppression pourrait nuire à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Dans ce contexte, madame la ministre, pouvez-vous nous expliquer sur quelles bases vous justifiez la poursuite de ces assouplissements alors même que le CCE met en doute leur utilité réelle et souligne

les risques pour les travailleurs et les petits commerçants? Quelles mesures concrètes seront prises pour limiter l'impact de cette réforme sur l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle pour les travailleurs indépendants et pour éviter que la liberté d'ouverture devienne une obligation implicite pour ceux qui n'ont ni les moyens ni le personnel pour suivre?

01.02 Annik Van den Bosch (PVDA-PTB): Mevrouw de minister, de voorbije weken hebben duizenden zelfstandige handelaars zich duidelijk uitgesproken. 'Laat ons met rust! Geen 7/7!' UNIZO en het Neutraal Syndicaat voor Zelfstandigen (NSZ) zijn zeer duidelijk: er is geen vraag naar langere openingstijden of de schrapping van de rustdag. Integendeel, ze waarschuwen voor extra druk, hogere kosten en een ongelijk speelveld, dat vooral de grote ketens bevoordeelt.

Ook de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven is kritisch. Hij wijst op het ontbreken van up-to-date cijfers, op het risico dat zelfstandigen onder druk komen te staan om altijd open te zijn en op het belang van rustmomenten voor het gezinsleven, het verenigingsleven en het mentaal welzijn van wie werkt. De boodschap is helder: dit is geen modernisering, maar een bedreiging voor de leefbaarheid van de kleinhandel.

Mevrouw de minister, vindt u het, in het licht van al die signalen van de sector zelf en van de adviesraden, nog altijd verstandig om verder deze richting uit te gaan? Ik kijk uit naar uw antwoord.

01.03 Eléonore Simonet, ministre: Mesdames les députées, les avis reçus sur ce projet ne sont pas unanimes, mais ils témoignent justement de la complexité du sujet. L'avis du Conseil Central de l'Économie (CCE), par exemple, est nuancé. Il relève certaines réserves, mais souligne également que les adaptations proposées peuvent avoir des effets positifs sur l'emploi, sur le chiffre d'affaires des commerces et sur le dynamisme économique des centres-villes. Le CCE indique que ces mesures contribueront à l'animation des centres urbains et seront également bénéfiques pour l'économie locale. Il fait d'ailleurs référence à plusieurs études complémentaires qui le confirment.

Wat de impact op de kleinste ondernemingen betreft, heb ik, zoals u weet, het advies gevraagd van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de KMO. In zijn advies nr. 954 van 8 juli 2025 erkent de HRZKMO dat de wet in haar huidige vorm bijzonder complex en moeilijk leesbaar is. Daardoor wordt zowel de toepassing als de controle bemoeilijkt en is het moeilijk om misbruiken doeltreffend te sanctioneren. Deze situatie leidt tot oneerlijke concurrentie, waarvan vooral de ondernemingen die de regels naleven het slachtoffer zijn.

De HRZKMO toont zich tevens bewust van de maatschappelijke evoluties die het verantwoord maken om in bepaalde sectoren aanpassingen te overwegen. Het alternatief dat de Raad voorstelde, namelijk het toepassingsgebied te beperken tot bepaalde sectoren, zoals de voedingshandel of tuincentra en kwekerijen zou echter nieuwe uitzonderingen invoeren en bijkomende complicaties creëren, aangezien het bijzonder moeilijk zou zijn om deze sectoren op een correcte en objectieve manier af te bakenen.

C'est précisément pour ces raisons que le gouvernement a choisi une approche équilibrée, c'est-à-dire moderniser un cadre législatif devenu obsolète tout en maintenant des garde-fous clairs pour préserver la qualité de vie des indépendants et des commerçants.

Concernant l'impact potentiel sur l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle, je rappelle qu'il s'agit d'une possibilité et non d'une obligation. Chaque commerçant reste donc libre d'adapter ses horaires en fonction de ses intérêts personnels et économiques. Dans les communes touristiques, où la législation est déjà plus souple, aucun effet négatif particulier ni distorsion entre petits commerces et grandes enseignes n'ont été constatés.

Parallèlement et conformément à la suggestion du CCE, j'ai également demandé l'avis du Conseil National du Travail (CNT), lequel devrait nous parvenir à partir de ce 6 novembre. Comme je l'ai déjà expliqué en commission à plusieurs reprises, l'impact des modifications envisagées fera l'objet d'un suivi attentif. Si des organisations professionnelles ou interprofessionnelles devaient constater des effets indésirables après l'entrée en vigueur de la réforme, elles pourront en informer le Conseil Supérieur des Indépendants et des PME, qui suit cette législation de près et depuis de nombreuses années.

Je reste donc attachée au compromis trouvé au sein du gouvernement et à la mise en œuvre de l'accord

de majorité, dans un esprit de dialogue et de responsabilité.

01.04 Sophie Thémont (PS): Madame la ministre, je vous remercie pour vos réponses.

On parle toujours de modernisation et, derrière ce mot, c'est aussi une pression supplémentaire sur les petits indépendants. Vous dites que vous avez trouvé un équilibre modernisé entre qualité de vie et vie professionnelle, à savoir qu'ouvrir le dimanche n'est pas non plus une obligation. C'est déjà quelque chose de positif. J'attends quand même l'avis du CNT qui sortira le 6 novembre et que nous lirons avec attention.

Je reste toutefois dubitative. En effet, il est toujours plus facile d'ouvrir pour les grandes enseignes car il y a toujours plus de personnel et elles sont mieux encadrées. Il leur est donc plus facile d'ouvrir plus tard tous les jours. Pour un commerçant seul, pour les petits indépendants ou celles et ceux qui travaillent en couple, c'est une contrainte de plus et pas du tout une liberté. Le jour de repos, ce n'est pas un luxe. C'est plutôt un repère social permettant de souffler pour vivre et aussi de concilier un petit peu vie de famille et vie d'indépendant. Et, pour être issue d'une famille d'indépendants, je trouve que c'est important car je sais qu'on doit mettre beaucoup de choses de côté.

01.05 Annik Van den Bosch (PVDA-PTB): Mevrouw de minister, dat u een advies gaat vragen aan de Nationale Arbeidsraad is op zich een goed idee, maar eigenlijk kunnen kleine zelfstandigen deze strijd niet winnen. Ze hebben geen nachtploegen, geen algoritmes, geen magazijnen in het buitenland en geen extra goedkoop personeel dat ze op zondagen kunnen inzetten. Ze hebben een gezinswinkel en vaak twee handen te kort.

Wat u voorstelt, is een uitnodiging tot uitputting. U legt de lat niet gelijk, u legt ze gewoon veel te hoog voor al die mensen die al kromlopen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Questions jointes de

- Carmen Ramlot à Eléonore Simonet (Classes moyennes, Indépendants et PME) sur "La garantie d'une transition numérique accessible à tous les indépendants" (56009498C)
- Dieter Keuten à Eléonore Simonet (Classes moyennes, Indépendants et PME) sur "L'évolution de la facturation électronique et des enregistrements sur Peppol" (56009922C)
- Patrick Prévot à Eléonore Simonet (Classes moyennes, Indépendants et PME) sur "La demande de report de l'inscription obligatoire au réseau Peppol pour les entreprises" (56010014C)

02 Samengevoegde vragen van

- Carmen Ramlot aan Eléonore Simonet (Middenstand, Zelfstandigen en Kmo's) over "De garantie van een voor alle zelfstandigen toegankelijke digitale transitie" (56009498C)
- Dieter Keuten aan Eléonore Simonet (Middenstand, Zelfstandigen en Kmo's) over "De evolutie van de e-facturatie en de Peppol-registraties" (56009922C)
- Patrick Prévot aan Eléonore Simonet (Middenstand, Zelfstandigen en Kmo's) over "Het verzoek om uitstel voor de verplichte aansluiting bij het Peppol-netwerk voor bedrijven" (56010014C)

02.01 Dieter Keuten (VB): Mevrouw de minister, ik heb opnieuw een vraag over Peppol, want de deadline van 1 januari 2026 komt steeds dichterbij. Op die datum wordt e-facturatie verplicht voor alle b2b-transacties tussen Belgische btw-plichtige ondernemingen.

Nu blijkt dat er in de Europese Unie ons slechts twee landen zijn voorgegaan met de invoering van e-facturatie, Italië en Roemenië. Italië startte ermee in 2019, maar het gaf gedurende vijf jaar uitzonderingen aan kleine ondernemingen. Roemenië is er op zijn beurt in januari 2024 mee gestart, of beter, het was van plan ermee te starten, maar heeft uitstel verleend, en het ging uiteindelijk pas van start in juni 2024. Bovendien worden in Roemenië variabele boetes opgelegd aan ondernemingen die niet voldoen aan de e-facturatie, afhankelijk van de grootte van de bedrijven en van hun belastbare basis.

Griekenland, tot slot, heeft net als België plannen om e-facturatie in te voeren. Het zal die volgend jaar introduceren, maar eerst voor ondernemingen met een omzet groter dan 1 miljoen euro. Pas in oktober van volgend jaar voert Griekenland dat in voor alle bedrijven.

Mevrouw de minister, u voelt me al komen. Waarom heeft België zich niet gespiegeld aan het beperkte aantal landen dat ons is voorgegaan? Uit de media en uit het werkveld horen we immers dat vandaag slechts 25 % tot 30 % geregistreerd is op het Peppol-netwerk. U zult ongetwijfeld exactere cijfers hebben. Ik hoop dat u die met ons wil delen.

Voor mijn overige vragen verwijs ik naar de tekst van mijn vraag zoals ingediend. Ik ben zeer benieuwd naar uw antwoorden.

Waarom wordt er in België geen gefaseerde invoering toegepast zoals de enige 2 Europese landen die voorgingen ons leren?

Hoeveel bedraagt het aantal registraties op het Peppol netwerk vandaag en wat is volgens u de huidige adoptie van e-facturatie?

Welk bereik leverde uw eerdere communicatiecampagne op, wat werd hieruit geleerd en plant u nog bijkomende initiatieven?

Overweegt u om ook een respijtperiode in te voeren alvorens te sanctioneren? Bijvoorbeeld specifiek voor kleinere ondernemingen?

Waarom is er in België geen geschaald systeem van boetes?

02.02 Minister **Eléonore Simonet**: Mijnheer de voorzitter, ik zal antwoorden in beide talen, omdat deze vraag samengevoegd is met vragen van mevrouw Ramlot en de heer Prévot.

Je vous remercie pour ces différentes questions qui témoignent d'un réel intérêt pour la transition vers la facturation électronique obligatoire entre entreprises à partir du 1^{er} janvier 2026.

Je tiens d'abord à rappeler l'esprit de cette réforme. Il s'agit d'une avancée majeure pour la transparence, la simplification administrative et la lutte contre la fraude. Elle vise aussi à réduire les coûts de gestion, accélérer les paiements et améliorer la visibilité financière des entreprises.

Je suis, bien entendu, consciente que cette évolution représente un changement important dans les habitudes de nombreux indépendants et petites entreprises. Certains y voient encore une contrainte alors qu'il s'agit en réalité d'une opportunité de modernisation et de simplification à long terme.

Om die overgang te begeleiden, werd tussen april en oktober 2025 een grootschalige nationale informatiecampagne gevoerd die tot doel had de deadline in herinnering te brengen, de voordelen van de hervorming op een concrete manier toe te lichten en de bezorgdheden rond de verandering weg te nemen.

De tussentijdse resultaten tonen aan dat de campagne een aanzienlijke impact heeft gehad: 4,5 miljoen impressies op de Metanetwerken Facebook en Instagram, 22 miljoen via Google DV360 en meer dan 340.000 impressies die specifiek gericht waren op accountants en fiscalisten via LinkedIn. De herinneringsfase voegde nog eens 7,6 miljoen impressies toe, wat de herkenbaarheid van de boodschap verder versterkte. Die cijfers tonen aan dat het overgrote deel van de ondernemers inmiddels geïnformeerd is over de hervorming.

Op basis van de feedback van het terrein werd beslist om een tweede, meer concrete en actiegerichte campagne te lanceren. Die zal zelfstandigen aanmoedigen om nu al de stap te zetten en elektronische facturatie te gebruiken. Daarvoor werd een budget van 110.000 euro vrijgemaakt. De vervolgcampagne zal plaatsvinden van 26 november tot 21 december 2025 en zal een gecombineerde aanpak hanteren van digitale communicatie via Meta, berichten in de geschreven pers om een minder digitaal publiek te bereiken en de verspreiding van een praktische gids met duidelijke stappen om conform de nieuwe verplichtingen te worden.

La réussite de cette réforme repose sur une coordination étroite entre les différents acteurs. Mon administration travaille en collaboration avec le SPF Finances, le SPF BOSA, les Régions et les principales fédérations professionnelles, notamment la FEB, Agoria, ITAA, UCM, UNIZO et CSIPME,

au sein du Business Expert Group dédié à la facturation électronique.

Cette plateforme de concertation permet de partager les retours du terrain, identifier les obstacles concrets et élaborer des solutions pragmatiques. Les recommandations issues de ce groupe ont d'ailleurs permis d'ajuster la communication et de prévenir tout risque d'engorgement lors des inscriptions sur le réseau Peppol.

Pour les plus petites entreprises, des incitants fiscaux ont été prévus afin d'alléger les coûts liés à cette transition numérique. Depuis le 1^{er} janvier 2025, la déduction pour investissement numérique est portée à 20 %. Pour les périodes imposables 2024 et 2027, les PME et indépendants peuvent bénéficier d'une déduction majorée de 120 % pour leurs abonnements logiciels de facturation et leurs frais de conseil liés à la mise en conformité. Le surcoût lié à l'ajout d'une fonctionnalité d'e-facturation à un abonnement logiciel existant est également éligible à cette déduction pour autant qu'il soit mentionné séparément sur la facture. Ces mesures visent à rendre la réforme accessible, progressive et soutenable financièrement pour tous nos entrepreneurs.

Compte tenu de l'ampleur de cette transition numérique, une période de tolérance sans sanction doit être prévue pour nos PME. Je coordonnerai cela avec mon collègue, le ministre des Finances.

02.03 Dieter Keuten (VB): Dank u, mevrouw de minister.

Het belangrijkste uit uw antwoord was uiteraard de laatste zin. Het verheugt mij dat er een tolerantieperiode ingevoerd zal worden. Ik hoop dat u daarover snel beslissingen zult nemen met uw collega, de minister van Financiën. Dat draagt immers bij tot de rechtszekerheid, waar onze ondernemingen nood aan hebben.

Los daarvan, ik heb u helaas geen cijfers horen noemen. Misschien heb ik niet alles goed verstaan, maar ik heb geen cijfer gehoord over de huidige adoptiegraad. U hebt vooral veel verteld over de communicatiecampagne. Als u ooit in een privébedrijf de kans hebt gehad om marketingstrategieën te observeren, weet u dat men daarin vaak spreekt over de *marketing funnel* of *awareness funnel*. Die begint bovenaan met het creëren van *awareness*, waar u de afgelopen maanden aan hebt gewerkt. Pas aan het einde van die *funnel* of trechter wordt echter overgegaan tot conversie, die uiteindelijk gerealiseerd moet worden.

Hoeveel conversies hebt u verwezenlijkt? Hoeveel ondernemers hebben zich geregistreerd op Peppol en maken er al gebruik van? Met andere woorden, hoeveel ondernemers hebben het systeem geadopteerd? Dat blijft onbekend.

Voor hulp aan ondernemingen hebt u verwezen naar de fiscale stimuli. Het is uiteraard een goede zaak voor de kmo's dat ze hulp krijgen op fiscaal vlak. Toch blijven wij, zoals eerder, vragen om ook digitaal minder onderlegde ondernemers te helpen. Daarop is geen antwoord gekomen.

Wat moeten ondernemers doen die, bijvoorbeeld door hun leeftijd, beroepskwalificaties of opleidingsniveau, niet in staat zijn om zelf gebruik te maken van digitale tools? Hoe zullen zij worden ondersteund?

Tot slot wil ik nog een opmerking maken voor de collega's van Les Engagés, die vandaag blijkbaar niet aanwezig zijn. Het is immers grappig dat een regeringspartij zelf een vraag indient over digitale inclusie. U hebt die vraag niet beantwoord.

Het is dus goed nieuws dat er een tolerantieperiode komt, maar wij wachten nog altijd op hulp voor digitaal achtergestelde ondernemers en kmo's. We komen daar zeker op terug.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 **Samengevoegde vragen van**

- Reccino Van Lommel aan Eléonore Simonet (Middenstand, Zelfstandigen en Kmo's) over "Faillissementen" (56009916C)
- Patrick Prévot aan Eléonore Simonet (Middenstand, Zelfstandigen en Kmo's) over "De recordtoename van het aantal faillissementen in België" (56010039C)
- Lieve Truyman aan Eléonore Simonet (Middenstand, Zelfstandigen en Kmo's) over "De faillissementsgolf bij onze kmo's" (56010041C)

03 **Questions jointes de**

- Reccino Van Lommel à Eléonore Simonet (Classes moyennes, Indépendants et PME) sur "Les faillites" (56009916C)
- Patrick Prévot à Eléonore Simonet (Classes moyennes, Indépendants et PME) sur "L'augmentation record du nombre de faillites en Belgique" (56010039C)
- Lieve Truyman à Eléonore Simonet (Classes moyennes, Indépendants et PME) sur "La vague de faillites touchant nos PME" (56010041C)

03.01 **Reccino Van Lommel** (VB): Mevrouw de minister, u weet dat ik u regelmatig over dit thema ondervraag, omdat ik bijzonder bezorgd ben over de faillissementscijfers. We zien immers dat die periode na periode blijven stijgen.

Als we kijken naar de eerste helft van 2025 – ik heb dat al eerder aangehaald – zien we een recordaantal faillissementen in verschillende sectoren en regio's. Statbel spreekt over meer dan 3 % meer faillissementen in vergelijking met de eerste helft van vorig jaar. Wat de sectoren betreft, springen vooral de bouw- en de transportsector eruit. Zeker in 2025 noteren we recordcijfers in die sectoren. Dat vormt een bedreiging, niet alleen voor de werkgelegenheid maar ook voor het ondernemerschap in ons land.

Daarom vroeg ik me af, mevrouw de minister, welke maatregelen u hebt getroffen en nog zult treffen om de faillissementengolf een halt toe te roepen.

Welke actieplannen hebt u om de liquiditeit van kleine ondernemingen te versterken voordat een faillissement zich aandient? Dat lijkt me bijzonder belangrijk. Ondernemingen, en zeker de kmo's, hebben het de voorbije jaren zwaar te verduren gehad. Ze moesten de ene crisis na de andere zien te overbruggen, waardoor hun liquide middelen vaak ontoereikend zijn geworden. Plant u specifieke steunmaatregelen voor de kmo's in de bouwsector?

Welke evaluatieprocedures hanteert uw kabinet om de doeltreffendheid van de federale steun- en waarborgregelingen op kmo-niveau te monitoren? Het is belangrijk dat die steun terechtkomt bij de juiste ondernemingen en personen.

Is er een doelstelling geformuleerd voor een vermindering van het aantal faillissementen op korte termijn, bijvoorbeeld tegen eind 2026?

Ik kijk alvast uit naar uw antwoord.

03.02 **Lieve Truyman** (N-VA): Mevrouw de minister, in juli 2025 rapporteerde *Trends* dat in de eerste zes maanden van dit jaar een triest record is verbroken. Er waren 6.000 faillissementen. Vorige maand, in oktober 2025, stond de teller op 9.626 bedrijven die helaas de boeken moesten neerleggen. Dat is een stijging van 4,1 % ten opzichte van vorig jaar. Hierdoor zijn inmiddels 22.000 jobs verloren gegaan.

Volgens de driemaandelijke tewerkstellingsprognose van SD Worx is een op de zes Belgische kmo's van plan om dit jaar – er resten nog slechts twee maanden – alsnog ontslagen door te voeren. Dat toont aan dat onze bedrijven het zeer moeilijk hebben. Ze hebben dringend nood aan meer zuurstof.

We hebben het daarover in deze commissie tijdens de hoorzittingen over de soevereiniteit van onze economie al meermaals gehad, de hoge energieprijzen en de moordende concurrentie met buitenlandse transportbedrijven doen hen de das om. Ook de zware loonlasten en de administratieve overlast verstikken het ondernemerschap.

Mevrouw de minister, kunt u zeggen welk type bedrijven vooral door die faillissementen wordt getroffen? Gaat het om eenmanszaken, kmo's of grotere ondernemingen? Zijn er gegevens over welke

sectoren vooral door die faillissementen worden getroffen? Wat zijn de exacte oorzaken? Zijn daarover al specifieke data beschikbaar?

Bestaat er een mogelijkheid dat u als minister ondersteunende maatregelen kunt nemen om die faillissementsgolf te keren?

In het regeerakkoord staat dat er werk zal worden gemaakt van een stevige administratieve vereenvoudiging voor onze ondernemers. Welke stappen hebben u en de regering al kunnen zetten? Zijn er hierover al gesprekken gevoerd op de verschillende beleidsniveaus?

03.03 Patrick Prévot (PS): *Madame la ministre, sur les 10 premiers mois de l'année, 9 628 faillites ont été prononcées en Belgique, selon les chiffres publiés lundi par la société d'informations commerciales GraydonCreditsafe. Il s'agit du pire bilan depuis 2013. Les PME sont particulièrement touchées par cette vague de faillite. Les beaux discours libéraux n'ont malheureusement pas d'effet visible sur le terrain. L'Horeca est lui aussi très impacté, avec 4.210 emplois perdus sur un an.*

Madame la ministre, pourrions-nous avoir votre retour sur ce triste record de faillites de nos PME?

Je vous remercie pour votre réponse.

03.04 Eléonore Simonet, ministre: Madame Truyma, messieurs, la question de la hausse du nombre de faillites mérite toute notre attention, bien entendu. Les chiffres récents publiés par StatBel confirment une tendance préoccupante. Plus de 1 200 faillites ont été enregistrées en septembre 2025, soit une augmentation notable par rapport aux mois précédents et même aux années antérieures. Certains secteurs, comme la construction, le transport ou encore les services spécialisés atteignent des niveaux que nous n'avions plus connus depuis plus de 10 ans.

Il est toutefois essentiel de replacer ces données dans leur contexte. Nous sortons d'une période marquée par des mesures de soutien exceptionnelles, mises en œuvre pendant la crise sanitaire, qui ont – artificiellement parfois – freiné le nombre de faillites. Ce que nous observons aujourd'hui correspond donc en partie à un effet de rattrapage auquel s'ajoutent des tensions économiques persistantes. La hausse des coûts énergétiques, l'inflation mondiale, la pression sur la trésorerie et la remontée des taux d'intérêt compliquent l'accès au crédit pour de nombreuses entreprises.

Kmo's en micro-ondernemingen worden het zwaarst getroffen. Volgens de beschikbare gegevens hebben 97 % van de faillissementen betrekking op ondernemingen met minder dan tien werknemers. Grote ondernemingen vertegenwoordigen slechts een verwaarloosbaar aandeel. De kwetsbaarste sectoren blijven de bouw, de handel en de horeca, die samen goed zijn voor meer dan 60 % van de geregistreerde faillissementen.

Ik volg deze situatie uiteraard met grote aandacht op. Het toekomstige kmo-plan heeft tot doel de veerkracht van onze kleine ondernemingen te versterken. Dat plan steunt op verschillende pijlers.

Ten eerste gaat het om een betere coördinatie in crisissituaties, om sneller en gericht te kunnen reageren op economische of sectorale moeilijkheden.

Ten tweede betreft het een versterking van de liquiditeit van ondernemingen, onder meer via de ontwikkeling van alternatieve financieringskanalen en via maatregelen die particuliere investeringen in jonge ondernemingen aanmoedigen.

Ten derde willen we gerichte begeleiding voor ondernemers na een faillissement, om herstart en economische re-integratie te bevorderen.

Ten slotte moet er een ambitieuze administratieve vereenvoudiging komen, zodat ondernemers meer tijd en middelen kunnen besteden aan hun kernactiviteiten in plaats van aan papierwerk.

Il faut agir en amont des faillites, avant que les problèmes de trésorerie ne deviennent irréversibles.

Dans le secteur de la construction, qui relève en grande partie des compétences régionales, le niveau fédéral concentrera ses efforts sur des leviers transversaux, comme le soutien à l'investissement

numérique et durable, la promotion des technologies liées à la transition énergétique et l'allègement des charges administratives. Ces mesures bénéficieront directement aux entreprises du bâtiment, notamment dans leur adaptation aux nouvelles exigences environnementales et énergétiques que nous connaissons.

S'agissant du suivi et de l'évaluation des dispositifs de soutien fédéraux, mon administration travaille à une évaluation rigoureuse des mesures existantes. L'objectif est de mesurer leur impact réel sur le terrain et d'ajuster les politiques, si nécessaire.

Enfin, il n'existe pas, à ce stade, d'objectif chiffré spécifique de réduction du nombre de faillites. Mais la direction est claire, à savoir renforcer la compétitivité, la capacité d'innovation et la résilience de nos entreprises, tout en soutenant les entrepreneurs qui souhaitent rebondir après un échec.

Je reste pleinement mobilisée pour chaque indépendant, chaque PME, pour qu'ils puissent traverser cette période difficile dans les meilleures conditions possibles et que les politiques publiques leur offrent non pas des freins, mais des leviers de relance et de confiance.

03.05 Reccino Van Lommel (VB): Mevrouw de minister, tijdens de covidcrisis waren er inderdaad een aantal steunmaatregelen die ervoor hebben gezorgd dat bepaalde bedrijven die het zonder covid niet zouden hebben overleefd overeind zijn gebleven. Dat klopt en ik begrijp ergens dat er een inhaalbeweging gebeurt, maar dat is een onderdeel van de cijfers en verklaart volgens mij slechts een klein deel van alles.

Het feit dat 97 % van de faillissementen gebeurt in kmo's met minder dan tien werknemers, zegt alles over hoe moeilijk onze kmo's het vandaag de dag hebben. Dat is ook de reden waarom ik deze vraag aan u als minister van kmo's stel. U zegt dat u het opvolgt en momenteel een analyse maakt van de huidige maatregelen, maar uw kmo-plan zou bijna klaar zijn. Ik neem dus aan dat de analyse al gebeurd is en dat de inkt van het plan nu net aan het drogen is, waarna u het zult voorstellen, ook omdat het al november is en het plan dit jaar in principe zou worden voorgesteld.

Ik hoop dat er een aantal heel concrete en belangrijke maatregelen zullen worden toegevoegd aan dat kmo-plan. Het is belangrijk dat we niet blijven hangen in algemeenheden, want onze kmo's hebben nood aan heel concrete maatregelen. U spreekt over administratieve vereenvoudiging. Die maakt deel uit van de oplossing, maar volstaat natuurlijk niet om ondernemingen te laten overleven die al crisis na crisis hebben moeten overwinnen. Als u uw kmo-plan binnenkort wilt voorstellen, zult u eerst de begrotingsopmaak moeten overleven, mevrouw de minister. Daar begint het mee, anders zal er binnenkort geen kmo-plan zijn.

U kunt natuurlijk alleen doen wat binnen de federale bevoegdheden ligt, alle begrip daarvoor. De gewesten moeten vanzelfsprekend ook hun rol spelen. Mijn collega's zullen aan de overkant van de straat in het Vlaams Parlement hun werk doen wat dat betreft, want dat is zeker ook nodig.

03.06 Patrick Prévot (PS): Je vous remercie, madame la ministre, pour vos réponses.

Les chiffres sont inquiétants, et le double effet *kiss-cool* des mesures que vous prenez – pas "vous" personnellement, comme vous le savez, je ne vous attaquerai pas personnellement – à différents niveaux de pouvoir, que ce soit au fédéral, dans les Régions ou les Communautés, m'inquiète également. En effet, jamais aucun économiste n'a réussi à me prouver que rendre plus pauvre quelqu'un qui l'est déjà va rendre quelqu'un plus riche. Jamais!

J'étais encore dans un groupement d'indépendants il y a quelques jours, et je peux vous dire que la grande crainte désormais partagée est la suivante: avec une paupérisation généralisée de la population, qui va demain entrer dans nos commerces? Qui va demain venir acheter nos produits?

J'ai donc peur que le cercle vertueux que vous tentez de mettre en place ne se transforme en cercle vicieux, où toute une série de mesures finiraient par appauvrir la population. Cette population ne pourra dès lors plus franchir les portes des commerçants locaux, des petits indépendants, qui subiront malheureusement un impact direct sur leur activité.

Par conséquent, je vous demande sincèrement de considérer l'ensemble du schéma, d'analyser à quel

point certaines mesures impactent très fortement le pouvoir d'achat des citoyens. Si ce pouvoir d'achat est impacté, il est évident que des consommatrices et des consommateurs ne fréquenteront plus demain nos indépendants et nos commerçants.

Je sais que vous portez une attention particulière aux indépendants et aux PME. Faites-vous entendre également! Si demain notre population tombe encore davantage dans la précarité que celle qu'elle connaît déjà aujourd'hui, elle ne pourra plus se permettre de pousser la porte des commerçants et des indépendants. Nous entrerons alors dans ce fameux cercle vicieux que je redoute depuis l'annonce de vos mesures.

03.07 Lieve Truyma (N-VA): Ik zal het kort houden. Ik kijk uit naar het kmo-plan. Ik heb er het volste vertrouwen in dat u het binnenkort zult kunnen voorstellen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 Vraag van Reccino Van Lommel aan Eléonore Simonet (Middenstand, Zelfstandigen en Kmo's) over "De impact van de huidige begrotingsgesprekken op kmo's" (56009917C)

04 Question de Reccino Van Lommel à Eléonore Simonet (Classes moyennes, Indépendants et PME) sur "L'incidence sur les PME des discussions budgétaires en cours" (56009917C)

04.01 Reccino Van Lommel (VB): Mevrouw de minister, we stellen vast dat UNIZO bijzonder bezorgd is over de huidige begrotingsgesprekken. Volgens de organisatie zouden de maatregelen die momenteel op tafel liggen een bijzonder grote impact kunnen hebben op onze kmo's.

We weten dat die kmo's – we hebben het daarnet ook gezegd – een zeer belangrijke rol spelen in onze economie. België is een echt kmo-land, niet alleen op het vlak van tewerkstelling, maar ook wat betreft de creatie van toegevoegde waarde. Toch zijn kmo's vaak ondervertegenwoordigd wanneer er onderhandelingen plaatsvinden.

Daarom reken ik onder meer op u, mevrouw de minister, als minister van kmo's, om erover te waken dat ook die ondernemingen een stem krijgen wanneer maatregelen worden genomen die een impact kunnen hebben op hun werking, zeker in het kader van de begrotingsbesprekingen.

Ik heb hierover een aantal concrete vragen, mevrouw de minister.

Met welke maatregelen kunt u verzekeren dat kmo's niet disproportioneel getroffen worden door eventuele nieuwe belasting- of heffingsmaatregelen? Welke kmo-impactanalyses hebt u laten uitvoeren voor de begrotingsvoorstellen en wat zijn daarbij de belangrijkste bevindingen? Hoe zult u ervoor zorgen dat kmo's voldoende ademruimte behouden om te investeren, zonder dat ze worden gedwongen te besparen op personeel? Kunt u specificeren met welke bijkomende stimulansen de concurrentiekracht van kmo's zal worden versterkt? Zullen die stimulansen niet worden ondermijnd door kostenverschuivingen naar regelgeving, bijvoorbeeld inzake normen of heffingen op milieu en mobiliteit, die vaak zwaarder doorwegen op kleine ondernemingen? Tot slot, hoe zult u de impact van de gekozen maatregelen op kmo's monitoren, en wanneer zullen de resultaten daarvan worden gepubliceerd?

Ik weet, mevrouw de minister, dat u waarschijnlijk zult zeggen dat de begrotingsonderhandelingen nog bezig zijn en dat u daarover niet veel kunt zeggen, maar desalniettemin wil ik van u vandaag klaar en duidelijk horen dat er aan de kmo's wordt gedacht aan de onderhandelingstafel, en dat ze op het einde van de rit niet het slachtoffer zullen worden wanneer – binnen enkele dagen of weken – de federale regering de begrotingsopmaak afrondt.

Ik kijk uit naar uw antwoord.

04.02 Minister Eléonore Simonet: Mijnheer Van Lommel, aangezien de begrotingsbesprekingen nog lopen, kan ik op dit moment onmogelijk uitspraken doen over eventuele fiscale of parafiscale maatregelen en hun impact.

Opdat de kmo's voldoende ademruimte behouden om te investeren zonder dat zij personeel moeten

ontslaan, steunt het kmo-plan op strategische pijlers die gericht zijn op de versterking van hun concurrentievermogen en hun veerkracht. Daarbij ligt de nadruk op administratieve vereenvoudiging, een betere toegang tot financiering en het stimuleren van innovatie, zodat middelen vrijkomen voor investeringen en de werkgelegenheid behouden blijft. Zo voorziet het plan in initiatieven ter ondersteuning van de digitalisering, ter bevordering van de toepassing van innovatieve technologieën en ter vergemakkelijking van de toegang tot overheidsopdrachten. Daarnaast wordt gewerkt aan een vermindering van de administratieve lasten, die de groei van ondernemingen afremmen.

Tot slot, wie vreest dat die stimulansen door kostenverschuivingen als gevolg van de toepassing van normen of milieu- en of mobiliteitsheffingen worden ondermijnd, stel ik gerust: de regering hanteert een evenwichtige benadering waarbij ze de beleidsmaatregelen zo kalibreert dat disproportionele lasten voor kleinere ondernemingen vermeden worden.

04.03 Reccino Van Lommel (VB): Dank u wel voor uw antwoord, mevrouw de minister.

Uw verklaring dat het nog te vroeg is om uitspraken te doen gelet op het feit dat de besprekingen nog aan de gang zijn, komt niet als een verrassing. Uiteraard begrijp ik dat u nog niet in detail kunt antwoorden gelet op het vertrouwelijke karakter van de besprekingen, maar ik had toch iets meer geruststelling willen krijgen, in deze zin dat kmo's zeker geen hogere lasten hoeven te vrezen en dat u voor hen opkomt. Dat heb ik niet gehoord. U hebt verwezen naar uw kmo-plan, dat binnenkort zal worden voorgesteld en daar bleef het bij. Dat vind ik jammer. U had vandaag aan de kmo's een sterk signaal kunnen geven, maar dat hebt u niet gedaan. Dat betreurt ik. In ieder geval, we zullen zien hoe een en ander loopt, mevrouw de minister.

Als de federale regering landt – ik gebruik de voorwaardelijke wijs, want we weten niet of ze daarin slaagt ondanks de druk die wordt gezet met de belofte dat men naar de Koning stapt –, hoop ik dat de kmo's niet het slachtoffer zullen worden, want ze hebben de voorbije jaren al heel erg geleden en kunnen er geen problemen meer bij krijgen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 Vraag van Reccino Van Lommel aan Eléonore Simonet (Middenstand, Zelfstandigen en Kmo's) over "Spookbedrijven" (56009918C)

05 Question de Reccino Van Lommel à Eléonore Simonet (Classes moyennes, Indépendants et PME) sur "Les sociétés fantômes" (56009918C)

05.01 Reccino Van Lommel (VB): Mevrouw de minister, mijn volgende vraag betreft de spookbedrijven, een problematiek die u ongetwijfeld bekend is. Volgens de cijfers van Graydon zou meer dan een op de vijf ondernemingen in ons land een spookbedrijf zijn. Dat is een bijzonder hoog aantal, namelijk 22 %.

Het gaat om rotte appels in de mand, waarvan andere bedrijven het slachtoffer kunnen worden. Wanneer zulke ondernemingen failliet gaan, blijven hun leveranciers immers met de onbetaalde facturen achter.

Spookbedrijven worden ook vaak gebruikt om bijvoorbeeld geld wit te wassen of weg te sluizen naar het buitenland. Wanneer dat aan het licht komt, volgen uiteraard strafmaatregelen, maar intussen zijn er wel slachtoffers die de financiële gevolgen moeten dragen.

Daarnaast merken we dat de drempel om nieuwe vennootschappen op te richten in ons land heel laag ligt. Natuurlijk is het altijd een goede zaak dat ondernemerschap laagdrempelig is en dat er nieuwe bedrijven kunnen worden opgericht, maar een nadelig effect is dat de kans verhoogt dat er spookbedrijven ontstaan. Er is immers geen startkapitaal noch bekwaamheidsattest meer vereist om een bedrijf op te richten. Bovendien duurt het in functie van het verlengde boekjaar anderhalf jaar vooraleer de eerste jaarrekening moet worden neergelegd.

Ik wil u daarom vragen, mevrouw de minister, met welke inspecties die spookbedrijven worden opgespoord, om de rotte appels uit de mand te halen.

Wat is de procentuele toename van het aantal spookbedrijven in de afgelopen vijf jaar? Is er een stijging of een daling?

Welke acties hebt u ondernomen om het aantal spookbedrijven terug te dringen?

Acht u nieuwe maatregelen inzake sancties en procedures noodzakelijk?

Hoe kunt u ervoor zorgen dat eerlijke ondernemers niet de dupe worden van de kosten die gepaard gaan met de strijd tegen spookbedrijven?

05.02 Minister **Eléonore Simonet**: Mijnheer Van Lommel, het fenomeen van spookbedrijven is mij goed bekend. Zowel in mijn contacten met de banksector als met het openbaar ministerie is dit onderwerp herhaaldelijk aan bod gekomen, vaak geïllustreerd met concrete en bijzonder verontrustende gevallen.

Het is een problematiek die uiterst ernstig moet worden genomen en wel om twee redenen: enerzijds om eerlijke concurrentie tussen ondernemingen te waarborgen en anderzijds om witwaspraktijken en fraudemechanismen die het vertrouwen in onze economie ondermijnen doeltreffend te bestrijden.

De opsporing en controle van spookbedrijven behoren tot de bevoegdheid van mijn collega Clarinval, de minister van Economie. De Economische Inspectie van de FOD Economie staat in voor deze controles en beschikt over de cijfers met betrekking tot het aantal geïdentificeerde spookbedrijven.

In mijn plan neemt de strijd voor eerlijke concurrentie een belangrijke plaats in en de problematiek van spookbedrijven wordt daarin uitdrukkelijk opgenomen. In overleg met de ministers van Economie en Justitie stel ik voor om de schrappingsprocedure voor deze ondernemingen te versnellen. Concreet wil ik een vereenvoudigde administratieve procedure invoeren, waardoor het openbaar ministerie sneller de schrapping van een ondernemingsnummer zonder activiteit kan verkrijgen, zonder tussenkomst van de ondernemingsrechtbank. De huidige procedure is inderdaad zwaar en tijdrovend. Een efficiëntere aanpak zou niet alleen het aantal spookbedrijven verminderen, maar ook misbruik ontmoedigen en de eerlijke ondernemers beschermen die volgens de regels werken.

05.03 **Reccino Van Lommel (VB)**: Mevrouw de minister, u zegt dat uw collega Clarinval bevoegd is voor het opsporen ervan. Ik zal hem dan ook de nodige vragen stellen.

Opnieuw verwijst u naar het kmo-plan. U hebt mij nog meer benieuwd gemaakt naar de inhoud van dat plan. Als alles wat u vandaag zegt effectief in dat plan staat, dan vindt u in ons zeker een bondgenoot. Het feit dat ondernemingsnummers sneller zullen of kunnen worden geschrapt, zonder tussenkomst van de ondernemingsrechtbank, is een goede zaak. Dat is belangrijk, net om te vermijden dat die spookbedrijven nog meer schulden maken.

De kern van de zaak blijft echter dat die spookbedrijven veel financiële schade aanrichten en dan heb ik het niet alleen over schade voor de overheid, maar ook voor leveranciers, met facturen voor diensten die werden verricht, maar die nooit betaald zullen worden. Die leveranciers blijven daarmee zitten en moeten die verliezen maar zien te slikken. Daar blijf ik heel bezorgd over.

U hebt nog tijd om aan uw plan te schaven, maar u moet misschien ook nog meer kijken naar wat we kunnen doen om tegemoet te komen aan die ondernemers die daarvan het slachtoffer worden.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 **Vraag van Dieter Keuten aan Eléonore Simonet (Middenstand, Zelfstandigen en Kmo's) over "De digitalisering van kmo's" (56009920C)**

06 **Question de Dieter Keuten à Eléonore Simonet (Classes moyennes, Indépendants et PME) sur "La numérisation des PME" (56009920C)**

06.01 **Dieter Keuten (VB)**: Mevrouw de minister, veel kmo's worstelen met de digitalisering. Het ontbreekt aan technische kennis en personeel. Ook het kostenplaatje voor hardware, software en opleidingen is een zware investering voor kleine en middelgrote bedrijven. Voorts is ook de

beschikbaarheid van onze digitale infrastructuur soms een bijkomend probleem. In landelijke regio's is de internetverbinding anno 2025 bijvoorbeeld nog altijd niet optimaal. Door die hindernissen raken vele kmo's achterop.

Mevrouw de minister, hoe zult u de digitale kloof tussen kleine en grote bedrijven verkleinen? Welke maatregelen voor de toegankelijkheid van de digitaliseringssubsidies acht u aangewezen? Welk overleg hebt u gehad om de toegang tot snel en betrouwbaar internet ook in landelijke gebieden te verbeteren? Welke initiatieven zult u nemen om de bewustwording rond cybersecurity bij kleine ondernemingen te verhogen? Ik hoop dat u specifiek wilt ingaan op de onduidelijkheden inzake de toepasselijkheid van de NIS2-richtlijn, die recent in Belgische wetgeving is omgezet. Hoe wordt de doeltreffendheid van die steunmaatregelen voor de digitalisering van kmo's geëvalueerd?

06.02 Minister **Eléonore Simonet**: Mijnheer Keuten, digitalisering is vandaag een essentiële hefboom voor de concurrentiekracht van onze kmo's, maar blijft tegelijk een uitdaging voor veel ondernemers, vooral voor wie niet over de nodige technische of menselijke middelen beschikt om die stap te zetten.

Om de digitale kloof tussen kleine en grote ondernemingen te verkleinen, lopen er momenteel verschillende initiatieven. In samenwerking met mijn collega's van Digitalisering en Economie heb ik de FOD Economie gevraagd om een nationale informatie- en sensibiliseringscampagne op te zetten rond de AI Act. Die campagne heeft tot doel om kmo's concreet te ondersteunen bij de integratie van digitale tools en bestaat uit drie luiken.

Ten eerste is er een praktische en duidelijke gids, aangepast aan de realiteit van kleine ondernemingen, waarin hun verplichtingen en goede praktijken worden uitgelegd.

Ten tweede zijn er informatieve webpagina's die ondernemers verwijzen naar bestaande bronnen, zowel federaal, regionaal als sectoraal.

Ten derde wordt er een actief gecommuniceerd op sociale media om zoveel mogelijk zelfstandigen en kmo-leiders te bereiken.

Wat de digitaliseringssteun betreft, is het belangrijk om de toegankelijkheid ervan te verbeteren. Te vaak worden de procedures als te complex of te zwaar ervaren door de kleinste structuren. Het doel is de administratieve lasten te verlichten, met behoud van een correct gebruik van publieke middelen.

De toegang tot internet, essentieel voor ondernemingen in landelijke gebieden, valt onder de bevoegdheid van mijn collega Vanessa Matz. We werken samen om overal in het land een snelle en betrouwbare connectiviteit te garanderen, een noodzakelijke voorwaarde voor de ontwikkeling van e-commerce en het gebruik van moderne digitale toepassingen.

Op het vlak van cyberveiligheid werkt mijn administratie nauw samen met het Centrum voor Cybersecurity België en partners zoals Safeonweb@work. Er worden gidsen, checklists en opleidingen aangeboden om kmo's te helpen om zich beter te beschermen tegen digitale risico's. Een meerjarige campagne, gefinancierd via het Europese herstel- en veerkrachtplan, loopt tot 2026. Daaraan is een website gekoppeld, cyberscan.be, waar ondernemingen een gepersonaliseerde diagnose en praktische adviezen kunnen vinden.

De doeltreffendheid van die initiatieven wordt geëvalueerd aan de hand van verschillende indicatoren: het aantal bereikte ondernemingen via de campagnes en tools, de deelnamegraad aan de gefinancierde projecten en de resultaten van de Digital Economy and Society Index, die jaarlijks de digitale vooruitgang van Belgische kmo's opvolgt.

Al die acties hebben één doel, namelijk onze ondernemers de middelen geven om hun digitale transitie met vertrouwen aan te gaan, met concrete, samenhangende en op hun realiteit afgestemde begeleiding.

06.03 **Dieter Keuten** (VB): Mevrouw de minister, bedankt voor uw antwoord. Helaas gaf u een zeer algemeen antwoord. Ik hoor u opnieuw spreken over communicatiecampagnes, sensibilisering, gidsen en adviezen, maar weinig over concrete steunmaatregelen voor onze kmo's.

De achterstand is een feit. De digitalisering is een uitdaging, blijkbaar nog meer voor onze kmo's dan voor hun concurrenten in de buurlanden. De achterstand, bijvoorbeeld bij de toegankelijkheid tot glasvezelnetwerken, bestaat al jarenlang. U zegt dat u daarvoor samenwerkt met collega Matz en ik denk dat zij uw samenwerking hard nodig heeft om hier snel tot resultaten te komen om onze achterstand in te halen.

Ook wat betreft cybersecurity verwijst u opnieuw naar samenwerkingen met het CCB. Dat is goed, het loopt allemaal en het bestaat allemaal, maar het feit blijft dat, behalve op het vlak van awareness, de effectieve capaciteit van kleine ondernemingen om zich te wapenen tegen cyberaanvallen verre van voldoende is. We blijven dus achter de feiten aanlopen.

Ten slotte heb ik helaas geen antwoord gehoord op de onduidelijkheid rond de toepasselijkheid van NIS2. Ik zal dat even heel specifiek toelichten. Start-ups en scale-ups vragen om minstens gedeeltelijk uitgesloten te worden van de NIS2-regelgeving. Die regelgeving is voor start-ups en scale-ups veel te ingrijpend en te zwaar om aan te voldoen. Voor middelgrote tot grote bedrijven, die toegang hebben tot consultants en servicepartners, is de NIS2-regelgeving realistisch, maar voor start-ups en scale-ups is die totaal onrealistisch. Daarom vraag ik u opnieuw om daarover op zijn minst in gesprek te gaan met start-ups.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

07 Vraag van Dieter Keuten aan Eléonore Simonet (Middenstand, Zelfstandigen en Kmo's) over "De digitale slagkracht van kmo's" (56009921C)

07 Question de Dieter Keuten à Eléonore Simonet (Classes moyennes, Indépendants et PME) sur "La performance numérique des PME" (56009921C)

07.01 Dieter Keuten (VB): Deze vraag ligt in het verlengde van de voorgaande.

Mevrouw de minister, ik heb gezien dat u in de week van 20 oktober 2025 Becom hebt ontvangen. Dat is de Belgische e-commercefederatie voor webshops. Ik had graag gehad dat u ons wat meer zou kunnen informeren over die ontmoeting. We hebben immers wel het verslag in de media gelezen, maar ik hoor graag uw kant van het verhaal.

Welke concrete stappen hebt u met de organisatie afgesproken?

U hebt ook verwezen naar uw kmo-plan. Ook de heer Van Lommel heeft dat aangehaald. Wanneer mogen we de publicatie van dat kmo-plan verwachten? Het plan is immers een onderdeel van de groeistrategie die de huidige regering heeft afgesproken.

Hoe ziet u de samenwerking van kmo's met de grote technologiebedrijven? U hebt aan Becom aangegeven dat u de samenwerking tussen kmo's en grote technologiebedrijven wilt stimuleren, maar tegelijkertijd hoor ik dat de huidige regering een digitaks voorbereidt. Ik begrijp niet goed hoe u die twee standpunten met elkaar kunt verzoenen.

Tot slot, acht u het wenselijk om kmo's te steunen zodat ze sneller en vaker de stap zetten naar de grote onlinemarktplaatsen zoals Alibaba en Amazon?

Ik dank u alvast voor uw antwoord.

07.02 Minister Eléonore Simonet: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Keuten, u hebt het goed opgemerkt. Mijn ontmoeting met Becom was weliswaar geen geheim, maar ze is niet in de pers verschenen. Misschien stond er iets op de sociale media van Becom. Ik heb het alvast niet in de pers gezien.

Voor de digitale slagkracht van onze kmo's baseer ik mij op de recentste cijfers van Statbel. Die gegevens komen voort uit een jaarlijkse Europese enquête over het gebruik van ICT en e-commerce in bedrijven, waardoor een vergelijking met onze buurlanden mogelijk is.

Uit de cijfers blijkt dat Belgische kmo's het over het algemeen goed doen op het vlak van onlinezichtbaarheid en -verkoop. Zo gebruikt 77 % van de kleine en 87 % van de middelgrote

ondernemingen sociale media als communicatiemiddel. Daarmee scoren Belgische bedrijven beter dan hun Franse en Duitse collega's en even goed als de Nederlandse kmo's.

Ook op het vlak van onlineverkoop zijn onze ondernemingen bijzonder actief: 29,7 % van de kleine bedrijven en 44,1 % van de middelgrote bedrijven realiseren een deel van hun omzet via computernetwerken. Die percentages liggen hoger dan in Frankrijk, Duitsland, Luxemburg en Nederland. België behoort op dat vlak tot de Europese koplopers.

Toch zien we dat de integratie van meer geavanceerde digitale toepassingen in ons land nog beperkt blijft. Zo maakt 65 % van de middelgrote ondernemingen gebruik van data-analyse, tegenover 39 % van de kleine en 20 % van de micro-ondernemingen. Het gebruik van artificiële intelligentie stijgt eveneens, maar blijft voorlopig beperkt tot 16 % van de kmo's.

België bevindt zich hiermee wel in de Europese top vijf. Daarnaast wordt 42 % van de kleine Belgische ondernemingen beschouwd als digitaalintensief of zeer digitaalintensief. Dat is meer dan in Frankrijk, Duitsland, Luxemburg of Nederland. Kortom, de Belgische kmo's scoren gemiddeld beter dan het Europese gemiddelde, al blijft de kloof tussen kleine en middelgrote ondernemingen bestaan.

De maatregelen om de digitale slagkracht verder te versterken zijn een duidelijke prioriteit binnen het regeringsbeleid. In het kmo-plan, dat deel uitmaakt van de groeistrategie die momenteel binnen de regering besproken wordt, zijn verschillende acties voorzien om ondernemingen te helpen digitaliseren. Denk hierbij aan opleidingen rond digitale vaardigheden, steun voor e-commerceprojecten, begeleiding bij de toepassing van artificiële intelligentie en betere toegang tot advies en financiering.

Wat de samenwerking tussen kmo's en technologiebedrijven betreft, is het essentieel dat we deze samenwerking aanmoedigen. Digitale spelers vormen vaak een hefboom voor innovatie, efficiëntie en internationale groei. Het debat over een eventuele digitaks verandert daar niets aan.

Tot slot, als het gaat om de grote internationale marktplaatsen zoals Amazon of Alibaba, vormen kmo's een erg heterogene groep met uiteenlopende noden en mogelijkheden. Voor sommige bedrijven kan een samenwerking met dergelijke platformen een interessante opstap zijn naar de e-commerce, terwijl andere beter af zijn met een eigen webshop of een combinatie van beide.

Om hen hierbij te helpen, heeft de FOD Economie een onlinetool ontwikkeld die ondernemingen begeleidt bij het maken van de juiste keuze. Deze tool wordt bovendien regelmatig geactualiseerd en zal vanaf het einde van deze maand ook informatie bevatten over hoe artificiële intelligentie kan worden toegepast binnen e-commerceprojecten.

Mijn ambitie blijft duidelijk: de digitale transitie van kmo's versnellen, hun slagkracht vergroten en ervoor zorgen dat geen enkele onderneming de boot mist in deze digitale economie.

07.03 Dieter Keuten (VB): Dank u, mevrouw de minister, voor uw uitgebreide antwoorden.

U hebt het gehad over de adoptie van sociale media. Dat was interessant. Inzake onlineverkoop doen we het volgens u niet slecht. Als we de omzet die hier gerealiseerd wordt, echter afzetten tegenover de omzetten in het buitenland, zien we toch wel grote verschillen.

We moeten onze kmo's die al online verkopen, helpen om te exporteren en ook de buitenlandse markten aan te vallen. Dat kan via marktplaatsen. De positieve cijfers die u noemde, hebben volgens mij betrekking op de b2c-verkoop online, terwijl België zeer sterk achteroploopt inzake de b2b-verkoop.

Ik ben blij dat u de samenwerking met techspelers zult blijven aanmoedigen. We zullen verder zien hoe die digitaks evolueert.

U noemt de groeistrategie van de regering een prioriteit, maar we stellen ons daar zeer grote vragen bij. Wordt hier momenteel over gesproken binnen de regering? We zien daar eigenlijk geen resultaten van. Het blijft onduidelijk wanneer het kmo-plan effectief gepresenteerd zal worden.

Via een schriftelijke vraag zal ik specifiek de resultaten van de onlinetool van de FOD Economie, waarnaar u verwees, opvragen. Ik kijk uit naar uw verdere opvolging daarvan.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: We zullen de vragenronde hier moeten afronden, omdat er nu een hoorzitting gepland is.

*De behandeling van de vragen eindigt om 14.49 uur.
Le développement des questions se termine à 14 h 49.*